

Journée des partenariats

La quatrième session du Comité de négociation intergouvernemental

« C'est l'année où il faut saisir l'occasion de finaliser cet accord international sur la pollution plastique, un moment unique dans une génération pour créer un monde sans pollution plastique. »

- Honorable Steven Guilbeault, ministre de l'Environnement et du Changement climatique Canada

« Lorsqu'une action mérite d'être menée, il n'y a qu'une seule et unique raison pour qu'elle le soit : des personnes courageuses, convaincues et engagées se réunissent avec la volonté de la mener à bien. »

- Dr. Adil Najam, Président, WWF-International

Le 22 avril 2024, des représentants de haut niveau de pays, des détenteurs de droits, des partenaires et des parties prenantes du monde entier se sont réunis à Ottawa, au Canada, à l'occasion de la Journée des partenariats - un événement organisé conjointement par le gouvernement du Canada et le WWF - pour partager des visions ambitieuses et des engagements spécifiques en vue de l'élaboration et de la mise en œuvre future du nouvel instrument international juridiquement contraignant visant à mettre fin à la pollution par les plastiques ("le traité").

La journée des partenariats, organisée conjointement par le gouvernement du Canada et le WWF, a facilité l'échange de diverses perspectives dans la lutte mondiale contre la pollution plastique, notamment celles des gouvernements nationaux et infranationaux, des peuples autochtones, des scientifiques, des jeunes, des femmes, des communautés locales, ainsi que des entreprises et du secteur financier. L'événement a coïncidé avec la Journée de la Terre et a eu lieu avant le début officiel de la quatrième session du comité de négociation intergouvernemental chargé d'élaborer le traité ("CIN-4"), le 23 avril. L'objectif était de souligner l'importance d'un processus CIN qui encourage le dialogue avec l'ensemble de la société et les dialogues multipartites tout au long des négociations et pour reconnaître l'importance d'amplifier l'action multipartite, conformément à la résolution 5/14 de l'UNEA.

Tout au long de la journée, les intervenants ont exprimé leurs inquiétudes quant à l'aggravation de la crise de la pollution plastique et ont souligné leur détermination à développer et à mettre en œuvre un traité efficace et ambitieux pour mettre fin à la pollution plastique. Le message général était on ne peut plus clair : il est dans l'intérêt de tous qu'un traité prévoyant des mesures mondiales juridiquement contraignantes, portant sur l'ensemble du cycle de vie du plastique et soutenu par un financement durable - un traité qui donne la priorité au bien-être de nos environnements et de nos communautés - soit mis en place. Tout autre résultat ne ferait que perpétuer les dommages auxquels sont déjà confrontées les communautés les plus vulnérables et les plus marginalisées à travers le monde. Un appel à un engagement politique continu a été



clairement entendu et l'Allemagne a annoncé son souhait d'accueillir une réunion ministérielle aux côtés du Canada, de l'Équateur, du Ghana et d'autres pays avant la CIN-5.

Les preuves scientifiques existantes justifient amplement les mesures fortes et juridiquement contraignantes que le traité doit établir. Comme l'a montré le panel sur les politiques fondées sur la recherche pour mettre fin à la pollution plastique, la pollution plastique tue notre faune, détruit nos écosystèmes, aggrave le changement climatique et pénètre dans l'air que nous respirons, dans l'eau que nous buvons et dans les aliments que nous mangeons. La menace que représente la pollution plastique pour le bien-être de notre planète et de nos communautés est déjà prouvée par les données scientifiques disponibles et exige une action urgente.

Les intervenants ont souligné que le traité devait donner la priorité aux mesures de contrôle essentielles, notamment les mesures d'élimination et de réduction des produits plastiques problématiques, évitables et nocifs et des substances chimiques préoccupantes, les exigences et les normes obligatoires en matière de conception des produits, les efforts d'assainissement et les mesures de gestion des déchets respectueuses de l'environnement. En outre, un traité applicable et inclusif nécessiterait un financement adéquat de la part des secteurs public et privé, l'engagement des parties prenantes et des mécanismes de renforcement progressif.

Les intervenants représentant les jeunes, les femmes, les ramasseurs de déchets et les communautés locales ont également discuté de l'importance des voix et de la participation active des communautés marginalisées dans les négociations et la mise en œuvre du traité. Comme l'ont souligné de nombreux intervenants, un traité réussi est un traité qui prévoit une transition juste et inclusive vers une économie circulaire non toxique qui protège l'environnement et la santé humaine des effets néfastes de la pollution plastique.

À cette fin, les droits et les systèmes de connaissances uniques des peuples autochtones doivent être reconnus et défendus tout au long du processus de négociation du traité et dans le cadre des travaux scientifiques qui sous-tendent sa mise en œuvre. Le traité doit également respecter la déclaration des Nations unies sur les droits des peuples autochtones et les principes de Rio. Un engagement éthique et équitable, ainsi que des mesures de suivi et d'évaluation de l'impact de la pollution plastique sur les droits de l'homme, doivent faire partie des négociations et de la mise en œuvre du traité.

Les intervenants ont souligné l'importance des moyens de mise en œuvre dans la réalisation des règles mondiales convenues pour un avenir sans pollution plastique. Pour atteindre les objectifs ambitieux et les mesures contraignantes du traité, des mécanismes financiers globaux doivent détourner les flux financiers publics et privés des pratiques polluantes et les orienter vers la mise en œuvre de règles, de normes et de solutions harmonisées à l'échelle mondiale tout au long du cycle de vie du plastique. Lors de l'événement, la Norvège a annoncé que le pays avait mis de côté 90 millions de dollars US pour les quatre prochaines années, en plus des 145 millions de dollars US déjà versés au cours des six dernières années pour lutter contre la pollution plastique mondiale.



Soulignant le rôle important des gouvernements locaux et infranationaux, le gouvernement du Québec et le gouvernement de Catalogne ont annoncé, avec leurs partenaires, la création de la Coalition des gouvernements locaux et infranationaux pour mettre fin à la pollution plastique, qui compte actuellement 40 membres, et ont appelé d'autres juridictions à travers le monde à se joindre à elle.

Afin de permettre aux Canadiens de réduire les déchets plastiques et la pollution, le gouvernement du Canada a annoncé la création d'un registre fédéral des plastiques, qui obligera les entreprises à déclarer chaque année la quantité et les types de plastique qu'elles fabriquent, importent et mettent sur le marché, et comment elle circule dans l'économie et est gérée en fin de vie. Tout au long de la journée, les orateurs ont également partagé les leçons tirées d'autres accords multilatéraux sur l'environnement. Les expériences de négociation et de mise en œuvre du protocole de Montréal sur les substances appauvrissant la couche d'ozone et des conventions de Bâle, de Stockholm et de Rotterdam soulignent la nécessité de "commencer et renforcer" et de prendre des mesures décisives sur des questions critiques pour guider le processus INC et la mise en œuvre du futur traité visant à mettre fin à la pollution par les plastiques.

Les intervenants ont également rappelé l'adoption historique du Cadre mondial pour la biodiversité Kunming-Montréal (GBF) lors de la 15e Conférence des parties (COP15) à la Convention des Nations unies sur la diversité biologique (CDB) et ses liens avec le traité, notamment ses objectifs de réduction de la pollution à l'échelle mondiale et de mise en place de choix de consommation durables. Alors que la Journée des partenariats touchait à sa fin, l'honorable Steven Guilbeault, ministre canadien de l'environnement et du changement climatique, a encouragé les participants à faire passer le "sentiment d'espoir et de détermination" de cet événement dans les négociations des jours à venir, en se rassemblant et en se concentrant non pas sur les différences, mais sur ce qui nous unit.